



**MMf est en
marche**
p. 4



**Hommage
René-Lévesque**
p. 6



**Pour une histoire
non censurée**
p. 2

Journalssjb

Le journal de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Volume 6 - N° 4 - novembre 2006



Bernard Landry, Patriote de l'année 2006-2007

Le président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Jean Dorion, a annoncé le 3 octobre en conférence de presse la nomination, par le Conseil général de la Société, de Bernard Landry comme Patriote de l'année. Ce titre est attribué chaque année depuis 1975 à une personnalité québécoise. Sa remise officielle aura lieu lors d'une réception à la Maison Ludger-Duvernay, le 23 novembre, jour anniversaire de la victoire remportée sur les troupes anglaises, il y a cent soixante-neuf ans, par un groupe de Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu.

Le titre souligne la filiation entre le combat des Patriotes pour la démocratie, la liberté et la reconnaissance de notre identité nationale, et l'engagement d'une Québécoise ou d'un Québécois d'aujourd'hui au service des mêmes valeurs. Bernard Landry succède à Louise Laurin, éducatrice, artisane du rapprochement interculturel et de la citoyenneté et ex-porte-parole de la Coalition pour la déconfectionnalisation du système scolaire.

« Plusieurs ont dit de Bernard Landry que, toute
Suite à la page 2

LE MOT DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL Flics gentils, flics méchants.



Présenté par certains, lors de son lancement, comme un grand rassembleur potentiel des Canadiens et des Québécois, le film *Bon Cop Bad Cop* avait tout pour atteindre cet objectif : des dialogues répartis également entre le français et l'anglais, deux versions sous-titrées distinctes, des réalisateurs et comédiens québécois et canadiens en nombre égal (le seul privilège concédé aux Anglo — car il faut bien leur en laisser, n'est-ce pas? — réside dans les mots choisis pour le titre : y a-t-il encore quelqu'un, dans le Québec français des années 2000, qui désigne un flic par le mot « cop »?). Ajoutons qu'il ne s'agit pas d'un film sur le Québec mais bien sur la relation entre Québécois et Canadiens.

Commercialement, le succès ne s'est pas fait attendre : avec près de 12 millions de dollars en droits d'entrée, *Bon Cop Bad Cop* s'avère la plus grande réussite financière de l'histoire du cinéma au Canada.

Petit bémol cependant : environ les neuf dixièmes de cette somme sont venus des salles québécoises. Y aurait-il dix fois moins d'intérêt au Canada qu'au Québec pour la relation Canada-Québec ? Vous vous trompez : il y en a trente fois moins, en proportion, car la population des provinces anglaises fait plus de trois fois celle du Québec. Si l'on prend la popularité de ce film comme mesure de l'intérêt de chacun des deux peuples pour sa relation avec l'autre, et qu'on attribue à cet intérêt la cote 100 pour le Québec, il faudrait donc lui attribuer à peu près la cote 3 pour le Canada anglais. Un intérêt rendu à 3%.

« C'est le film le plus réussi dans l'histoire du Canada que personne n'a vu hors du Québec »
Suite à la page 3

La Coalition unseulchu.org part en campagne



Le 12 octobre dernier, **unseulchu.org** lançait, en conférence de presse à la maison Ludger-Duvernay, siège social de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, sa campagne en faveur d'un seul méga centre hospitalier universitaire national au Québec. Étaient présents :

- Denis Lazure, médecin psychiatre, ministre des Affaires sociales dans le cabinet Lévesque. M. Lazure a dirigé plusieurs hôpitaux importants durant sa carrière ;
- Guy Rocher, professeur titulaire de l'Université de Montréal. Il est l'un des pionniers des sciences sociales au Québec et a participé à plusieurs commissions d'enquête

et comités d'étude, tant au Québec qu'au Canada;

- Pierre-André Julien, économiste de l'Université du Québec à Trois-Rivières, récipiendaire du Prix Marcel-Vincent et Chevalier de l'Ordre national du Québec en 2006 ;
- Patrick Sabourin, étudiant à la maîtrise à l'université McGill et auteur de plusieurs recherche sur le financement de cette institution ;
- Jean Dorion, sociologue et président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Suite à la page 7

SOMMAIRE

La SSJB en action p.2
Pseudo-affaire des « Néo-nazis » p.3
Bienvenue aux
Clubs de conversation p.7
La Société écrit à la Bibliothèque
nationale de France p.8

Un Comité jeunesse actif p.8
Clermont Pépin p.10
Exhumation de
l'abbé Étienne Chartier p.11

Visitez notre site internet au www.ssjb.com

Envois publications — Publication mail 40009183

Suite de la page 1 — Bernard Landry
sa vie, il a été moins ambitieux que conscient d’être la personne la mieux apte à servir le Québec dans diverses circonstances qui se présentaient à lui : l’allocution par laquelle Bernard Landry annonçait sa décision de quitter la tête de son parti, en juin 2005, était d’ailleurs un modèle de discours désintéressé », a souligné le Président général.

Au lendemain de cette décision, prise malgré l’appui que Bernard Landry venait de recevoir de plus des trois-quarts des délégués au Congrès national de son parti, Jean Dorion avait lui-même écrit, dans un communiqué de la Société :

N’importe quel chef se serait contenté de moins que cela, compte tenu des sondages qui avantagent présentement de beaucoup le parti de M. Landry. Mais M. Landry n’est pas entré en politique avec le rêve de gérer une province dans le pays des autres, mais avec celui d’aider le peuple québécois à se donner son propre pays. Il a jugé que l’appui obtenu, amplement suffisant dans le premier cas, ne n’était pas dans le second. M. Landry sert une cause ; ceux qui l’accusaient de « s’accrocher » ont reçu hier un cuisant démenti.

« Servir le pays, servir la société, telle a toujours été la préoccupation centrale de Bernard Landry », a rappelé Jean Dorion en conférence de presse. « Pour la diversité des titres auxquels il a exercé ce service, bien peu de personnalités publiques dans l’histoire du Québec pourraient lui être comparées. Une conférence de presse ne doit pas être trop longue : j’éviterai donc

de reprendre la liste presque interminable des fonctions que Bernard Landry a occupées depuis la première fois où j’ai entendu son nom : j’étais étudiant à l’Université de Montréal et, déjà, il était le Président de notre Association générale des étudiants.

Sait-on seulement que Bernard Landry s’est vu confier à vingt-deux reprises des portefeuilles ministériels ? Et que ses autres fonctions, au gouvernement comme ailleurs, couvrent des domaines aussi divers que le droit, l’enseignement universitaire (sa deuxième passion après la politique), l’animation d’émissions de télévision, l’action communautaire, l’action pour les droits de la personne, le syndicalisme, les affaires, l’armée, la musique et que sais-je encore?

Sa culture générale frappe d’ailleurs, comme son désir d’apprendre toujours plus : peu de gens pourraient « coller » cet économiste et avocat dans des domaines comme la littérature, la musique, l’histoire ou la géographie. Député défait en 1985, tout en s’affairant à reconstruire le mouvement indépendantiste (son rôle dans la constitution du Bloc québécois fut aussi discret qu’énorme et décisif) il trouve le temps d’apprendre l’espagnol, au point d’aller enseigner dans cette langue dans une université mexicaine.

Mais, pour mesurer la valeur d’un homme, les épreuves surmontées comptent encore plus que les succès : que René Lévesque ait commencé sa carrière politique par une victoire à l’arraché, qu’il ait été plus tard battu deux fois dans son propre comté et qu’il ait persisté malgré tout,

cela compte pour beaucoup dans la vénération dont il est l’objet. Sait-on assez que Bernard Landry a commencé sa carrière par deux défaites électorales, en 1970 et 1973, et qu’il en a subi une autre en 1985 dans le comté qu’il avait dignement représenté pendant neuf ans ? Cela n’a pas empêché ce véritable bourreau du travail de revenir à la charge, encore et encore.

Et derrière le travail, il y a la conviction : celle surtout qu’il faut faire confiance aux Québécois, en leur capacité de prendre leur place dans le monde, la conviction que Bernard Landry a défendue contre tant de peurs et d’idées reçues lorsqu’il a fait la promotion du libre-échange au milieu des années quatre-vingt, dans une campagne si désintéressée, mais si décisive.

La conviction, source de respect : j’ai vu ce respect chez les syndicalistes québécois, tout comme chez les financiers japonais qui l’entouraient lors de sa mission à Tokyo en 1996, d’autres l’ont constaté à Davos. Bien peu de dirigeants québécois disposent d’un réseau de relations internationales comparable à celui de Bernard Landry et ce n’est pas un hasard. La conviction, source de fidélité : Bernard Landry, celui-là même à qui nous devons la Journée nationale des Patriotes, reste, après un demi-siècle de vie publique, fidèle à son idéal : faire du Québec un pays. C’était aussi l’idéal des Patriotes de 1837-1838 » a conclu Jean Dorion.

(Bernard Landry prendra la parole lors de l’hommage aux Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu, le dimanche 26 novembre. Voir annonce en p.10 du présent journal).

La SSJB en action

En plus de jouer un rôle de locomotive dans la formation du Mouvement Montréal français et de la Coalition unseulchu.org, très active sur la scène publique en octobre et novembre, la SSJB est intervenue à plusieurs reprises dans les médias depuis la fin de l’été, alors qu’elle déposait une plainte au Conseil de presse du Québec contre un article diffamatoire de la journaliste Barbara Kay, du National Post. On attend toujours la décision du CPQ dans cette affaire.

Montréal, ville de langue française

Le 24 août 2006, la SSJB invite la Ville de Montréal à rejeter du revers de la main la demande de dirigeants de Hampstead et de Côte-Saint-Luc pour obtenir plus de services et d’affichage en anglais du Conseil d’agglomération. Au contraire, selon la Société, Montréal doit résolument affirmer le statut du français comme seule langue officielle et langue publique commune. En effet, l’article premier de la Charte de la Ville de Montréal statue que Montréal est une ville de langue française.
« Les personnes qui vivent au Québec devraient apprendre le français ; c’est une question de savoir-vivre et de respect envers le peuple québécois, affirme le président général de la SSJB, mais ce n’est évidemment pas en leur dispensant les services publics en anglais que nous allons les encourager à le faire. »
« L’avenir linguistique de Montréal sera déterminé par le choix des immigrants; pourquoi choisiraient-ils le français, si les services publics sont parfaitement disponibles en anglais? » de poursuivre Jean Dorion.

Attentat contre une école juive : ni complaisance, ni indifférence

Le 6 septembre 2006, la SSJB condamne le lâche attentat dont une école juive montréalaise a été l’objet. Le Président général déclare dans son communiqué : « Il est primordial que les auteurs de ces actes soient conscients qu’ils ne trouveront dans la société québécoise ni complaisance, ni indifférence, mais la plus totale réprobation. ».

Propagande canadienne auprès de nos enfants : Bravo à la CSDM!

Le 9 septembre 2006, la SSJB félicite la Commission scolaire de Montréal (CSDM) d’avoir banni de ses écoles l’agenda de propagande canadienne *Historica*.
« Le geste est courageux et il mérite l’appui de tous les démocrates », a affirmé le Président général de la Société. (On peut faire parvenir tout matériel de propagande à dénoncer au siège social de la Société, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H2X 1X3, tél. : 514-843-8851, en précisant les coordonnées de l’envoyeur, qui ne seront jamais divulguées sans sa permission.)

Quand les fusibles sautent à Toronto

— Plainte de la SSJB contre un article « incroyable » du *Globe and Mail*

C’est un communiqué du 18 septembre de la Société, suivi d’un article de Jean Dorion expédié le même jour à La Presse et au Devoir, et publié le

lendemain par ce dernier journal, qui donneront le signal à une réaction de tout le Québec contre un papier infâme publié par Jan Wong dans le *Globe and Mail*: « Certains journalistes des grands quotidiens de Toronto semblent présentement pêter les plombs au sujet du Québec », souligne Jean Dorion, en rappelant également le cas de Barbara Kay. La SSJB dépose alors une plainte au Conseil de presse contre Mme Wong et son éditeur. Le Président général donnera à ce sujet une quinzaine d’entrevues aux journaux, à la radio, à la télévision et même en anglais à la télé de Toronto ! De nombreux éditorialistes et chroniqueurs suivront son exemple.

Madame Wong présente à tort les fusillades dans des écoles comme un phénomène propre au Québec. Elle laisse entendre qu’au-delà des troubles mentaux de leurs auteurs, la responsabilité de ces crimes est attribuable à la Loi 101 et à une préoccupation québécoise pour la « pureté raciale ». « Née et élevée à Montréal, Madame Wong est un pur produit de la scolarisation en anglais qui, jusqu’aux années soixante-dix, fut la règle pour les enfants d’immigrants au Québec ; la mentalité que révèle son article illustre à elle seule à quel point la Loi 101, en mettant fin à cette pratique, aura fait œuvre utile », rappelle le Président général.

La SSJBM a maintenu sa plainte au CPQ, nonobstant les prétendus « regrets » de l’éditeur du *Globe and Mail* qui, loin de s’excuser, laisse entendre que le problème en est un de mise en page, les propos de Jan Wong convenant selon lui à une chronique d’opinion davantage qu’à un reportage !

CONVENTION DE LA POSTE — PUBLICATION 40009183
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉ AU CANADA AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82 SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3
courriel : mbeaulieu@ssjb.com

Pour une Histoire non-censurée

Le 23 mai dernier, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal célébrait la Journée nationale des Patriotes dans un grand spectacle de six heures intitulé *Patriotes d’hier à aujourd’hui* au Théâtre La Tulipe. L’animation de ce méga-spectacle était assurée par le comédien Mario Saint-Amand. Christopher Hall, les Tireux d’roches, Marie-Marine Lévesque, le Henri Band, Ivy et Reggie, Jean-Pierre Marchildon, les Sacripants, le Grand Choeur de Montréal ont offert, tout au long de cette journée, des prestations traversées par une vive émotion. Jean Dorion, président général de la Société, Louise Laurin, Patriote de l’année 2005-2006 et Mario Beaulieu, du Mouvement Montréal français, ont également pris la parole devant un public enthousiaste.

Cette activité aura aussi été l’occasion de lancer la pétition *Sauvons notre histoire* de la coalition du même nom. Nicolas Zorn, porte-parole de la Coalition, en a d’ailleurs profité pour illustrer toute la fougue de la jeunesse en interprétant un rap de circonstance des plus endiablés. Robert Comeau, professeur associé au département d’histoire de l’UQÀM et Éric Bédard, professeur d’histoire à la Télé-Université de l’UQÀM, se sont également adressés à un auditoire très réceptif.

Le nouveau programme d’histoire ne s’intéresse plus au Québec en tant que « peuple » ou « nation ». Le Québec est réduit à un « territoire », peuplé d’une « population » faite d’individus aux identités multiples. C’est toute la trame nationale qui est évacuée, c’est-à-dire

les événements-clefs qui composent la mémoire collective des Québécois. Des événements et des réalités comme, par exemple, la découverte du Canada, la Conquête, les Rébellions de 1837-1838 et l’infériorisation économique des Canadiens français ne sont pas abordés directement.

Le nouveau programme obtient le contraire de l’effet rassembleur prétendument visé. L’histoire plurielle privilégiée ne donne pas accès aux nouveaux arrivants à ce qui fait l’imaginaire québécois, elle continue de les tenir à l’écart d’une sorte de grammaire nationale qui habite la conscience québécoise.

Le 13 juin 2006, la Société, en collaboration avec le Rassemblement pour un pays souverain (RPS), tenait justement une conférence presse à ce sujet au Centre Saint-Pierre. Plusieurs personnalités, signataires de la déclaration commune de la coalition *Sauvons notre histoire*, étaient présentes dont Hélène Pelletier-Baillargeon, Jean Dorion, Benoît Roy, Guy Rocher, Denis Monière, Louis Caron, Michel Seymour, Gérald Larose, Bruno Roy, Robert Laplante, Pierre-Maurice Hébert, Alain Messier, Georges Aubin et Cécile de Lamirande.

Le 15 juin 2006, le ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) rendait publique la seconde version de la réforme très controversée de son programme d’histoire au secondaire intitulé « Histoire et éducation à la citoyenneté ». Le 28 septembre dernier, un texte signé par quatre universitaires¹ paraissait dans Le Devoir.

Suite de la page 1 — Le mot du président général

confiait à la Gazette du 7 octobre Brad Pelman, co-président de Maple Pictures, un distributeur de Toronto.

Jour après jour, les marques de désintérêt du Canada anglais pour le Québec se multiplient : voyez le refus de Stephen Harper de nous reconnaître comme nation. Voyez l’incroyable article de Jan Wong, dans le *Globe and Mail*, qui a réussi à choquer tout ce qui parle et écrit au Québec, même les éditorialistes de La Presse, ces éteignoirs attirés de tous nos rêves collectifs. Mais le même article n’a soulevé aucune protestation, absolument aucune, dans les cercles intellectuels et médiatiques du *Rest of Canada* ; le silence de ces milieux parlait plus fort que les propos intéressés des politiciens d’Ottawa. Ces derniers ont flairé dans l’affaire une occasion de gains électoraux au Québec mais, dans tout le reste de la société canadienne, à Toronto comme

ailleurs, on considère la question du Québec réglée par les résultats référendaires de 1980 et 1995, et l’on est passé depuis longtemps à autre chose.

Néanmoins, certains Québécois s’obstinent : dans son plus récent ouvrage, l’actuel éditorialiste en chef de La Presse, une sorte de Claude Ryan des temps modernes, assure qu’on pourra convaincre à la longue les Canadiens de reconnaître dans leur constitution la spécificité du Québec, dusset-on pour cela les convaincre « un par un, s’il le faut ». Au train où c’est parti, cela risque d’être un peu long, et l’on s’expose à rencontrer dans ces démarches plus de flics méchants que gentils. À la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, nous pensons que nous, les Québécois, avons mieux à faire : nous donner un pays à nous, avec une constitution à nous.

Jean Dorion

Pseudo-affaire des « Néo-nazis » : un coup monté

Pour faire suite à des manipulations qui ont trouvé écho dans certains médias, le Conseil général de la Société a adopté à une forte majorité, lors de sa séance du 6 juin, la déclaration suivante :

1- Le Conseil général constate que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a été victime ces dernières semaines d’un coup monté impliquant la circulation sur l’Internet de courriels portant la signature d’une personne dont l’identité a été volée, et d’une photo truquée, cette dernière communiquée à certains médias, le tout visant à faire croire que les Néo-nazis sont les bienvenus dans les murs de son siège social.

2- Le Conseil général constate la contradiction entre ces assertions et l’inspiration humaniste et pluraliste de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, laquelle n’a plus à faire la preuve de sa tolérance zéro envers toute forme de racisme.

3- Le Conseil général déplore le tort causé à la Société et au mouvement indépendantiste par ces manœuvres malhonnêtes. Le Conseil général se réserve tous recours légaux contre leurs auteurs.

4- La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal restera vigilante quant à la possibilité de présences indésirables dans les activités qu’elle organise à l’intention du grand public. Aucun discours ni aucun symbole raciste ne peuvent être tolérés dans les locaux de la Société. Cette vigilance s’exercera cependant dans le cadre des règles de droit qui régissent une société démocratique.

Un membre de la Société, qui en a démissionné depuis, a reconnu par écrit être l’auteur du faux courriel auquel la résolution fait allusion. La personne dont il a emprunté l’identité (et l’adresse électronique) n’était pas membre de la Société. Elle a porté plainte à la police contre l’imposteur et la Société a fait de même. Nous attendons les résultats de l’enquête policière.

Ce texte traite de l’« Histoire » avec un grand « H » et de l’« éducation à la citoyenneté ». L’on y argue qu’« il s’agit très certainement de deux tâches importantes, mais, justement pour cette raison, il nous semble impossible de les réaliser simultanément au sein d’un même cours. Il s’agit de deux enseignements ayant chacun un objet propre, qu’il est difficile de traiter simultanément dans le cadre d’une seule et même activité pédagogique. ». Les auteurs écrivent également : « Nous sommes aussi inquiets de la subordination de l’histoire au profit de l’éducation à la citoyenneté. Nous nous opposons au détournement de la tâche de l’historien au profit d’une cause autre, aussi noble soit-elle. Nous ne doutons pas des répercussions heureuses de l’étude de l’histoire sur la formation des futurs citoyens, mais l’histoire recèle en elle-même des vertus d’ouverture et de dépaysement suffisamment riches pour réclamer qu’on lui reconnaisse intrinsèquement, en tant que discipline autonome, ses lettres de noblesse. » La SSJB partage exactement la certitude des auteurs de ces lignes.

La Société soutiendra sans relâche, maintenant et pour toujours, tous les efforts en faveur d’un enseignement éclairé et opportun de l’Histoire. Il en va de la mission fondamentale de la Société : protéger et promouvoir les intérêts du peuple du Québec. Il s’agit là, à proprement parler, d’une tâche résolument historique.

¹ Denise Angers, Département d’histoire, Université de Montréal ; Jacques Beauchemin, Département de sociologie, UQÀM ; Éric Bédard, Télé-Université, UQÀM ; Jean-Paul Bernard, retraité, Département d’histoire, UQÀM



FRANÇOIS LEGAULT
Député de Rousseau
Porte-parole de l'opposition officielle du développement économique et des finances



Bureau de circonscription
1723, route 125
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0
Téléphone: (450) 831-8979
Sans frais: 1-800-889-4401



Rita Dionne-Marsolais
Députée de Rosemont



Bureau de comté de Rosemont
3306, boul. Rosemont
Montréal (Québec)
H1X 1K2
Téléphone: (514) 593-7495
Télécopieur: (514) 593-4264
Courriel: rdionnemarsolais@assnat.qc.ca

Cécile Vermette
Députée de Marie-Victorin
Porte-parole de l'opposition officielle en matière de gouvernement en ligne



Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Bureau 2.19
Québec (Québec), G1A 1A4
Téléphone: (418) 643-5611
Télécopieur: (418) 646-6640
cvermette@assnat.qc.ca

1085, boul. Ste-Foy
Bureau 120
Longueuil (Québec)
J4K 1W7
Téléphone: (450) 651-9365
Télécopieur: (450) 651-5543

Jean-Claude St-André
Député de L'Assomption



Hôtel du Parlement
Bureau 2.16
Québec (Québec)
G1A 1A4
Téléphone: (418) 528-5974
Télécopieur: (418) 646-6640
Courriel: jstandre@assnat.qc.ca

Oasis du Vieux Palais
259, rue St-Étienne
Caser postal 3404
L'Assomption(Québec), J5W 4M9
Téléphone: (450) 589-5579
Télécopieur: (450) 589-0208

Le Mouvement Montréal français est en marche

Le Mouvement Montréal français vise à créer une mobilisation de la société civile pour assurer l’avenir du français et en faire la langue officielle et commune dans la région métropolitaine de Montréal, enjeu crucial pour la survie du français au Québec.



Quelques participants au premier rassemblement du MMf :
à gauche
le groupe Hurlevent,
à droite
M^{me} Maria Mourani,
bas de la page gauche
M.Yves Beauchemin et bas
de page droite
Daniel Gagné et
Robert Simard.



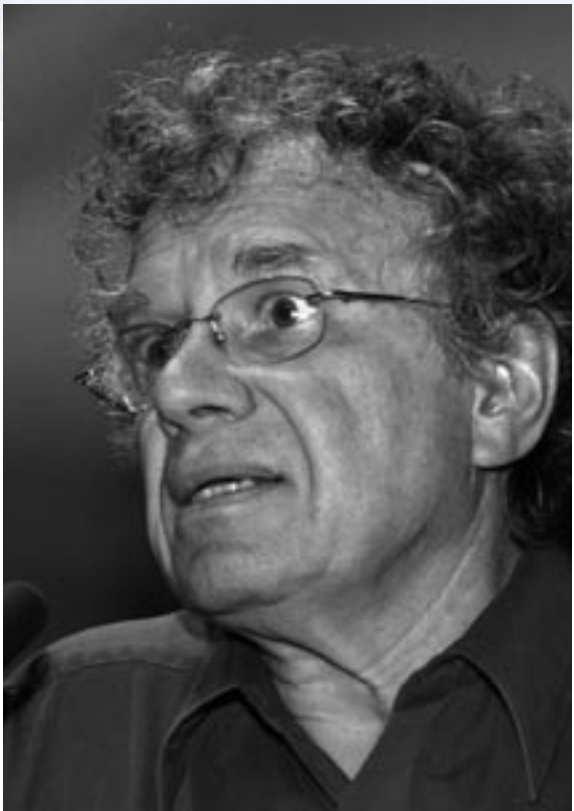
Le 25 mai dernier avait lieu l’assemblée de fondation du MMf à la Maison Ludger-Duvernay. Une centaine de personnes ont pu discuter du plan d’action, du projet de manifeste et du matériel promotionnel.

Pour atteindre l’objectif du MMf, il faudra d’abord briser le silence que gardent la plupart des médias et dirigeants politiques sur la question linguistique. Le Québec français et la loi 101 ont fait l’objet d’une campagne intense de dénigrement par la presse du Canada anglais depuis une vingtaine d’année. Les odieux propos de Jan Wong attribuant la tuerie du cégep Dawson à la loi 101 n’en sont que l’exemple le plus récent. Sous l’effet de tels assauts, la question linguistique est devenue un véritable tabou médiatique et politique.

On ne pourra ramener la question linguistique dans les médias et susciter un réel débat de société, que par une mobilisation citoyenne massive. C’est pourquoi nous organiserons régulièrement des rassemblements de mobilisation. Ces rassemblements visent à intégrer le plus de gens possible dans la mobilisation et dans le recrutement d’autres militantes et militants, le travail de terrain, la distribution de matériel promotionnel, etc. Ils seront planifiés afin que l’assistance soit sans cesse plus nombreuse. Les rassemblements du MMf seront festifs et comporteront une présentation multimédia, des

discours et des prestations musicales. Après tout, la langue est le véhicule de la culture publique commune.

Le premier rassemblement du MMf s’est tenu à l’UQÀM le 11 juin. Environ 250 personne y ont assisté. Ce fut l’occasion de présenter l’équipe des membres fondateurs, constituée de personnes choisies en fonction de leur implication et de leur connaissance du dossier et qui sont représentatives de la diversité montréalaise. Ils agiront à titre de porte-parole à certaines occasions et dans divers milieux. Il s’agit de : Yves Beauchemin, écrivain, Renée Collin, entrepreneure, Jean Dorion, président général, SSJBM, Pierre Dubuc, directeur de l’aut’journal, Maria Mourani, députée du Bloc Québécois d’Ahuntsic, Farid Salem, Solidarité Québec Algérie (SOQUAL), Patrick Sabourin, étudiant (M. Sc.) à McGill, Pablo Santos, travailleur social, Lucie Tessier, étudiante à l’UQÀM et Paolo Zambito, gestionnaire. Les participants ont assisté à une prestation du groupe de musique traditionnelle Hurlevent, composé de Véronique Plasse, Mélanie Bergeron, Sébastien Deveau et Olivier Picard-Borduas. Ces jeunes artistes de la relève se définissent comme des défenseurs du folklore vivant et de la libre expression. Robert Simard, historien et conteur de la modernité, ainsi que Daniel Gagné, du groupe Henri Band, ont réchauffé l’atmosphère avec leurs chansons engagées.



Le 24 juin fut l’occasion d’effectuer une première manifestation en marchant sous la bannière du MMf à la suite du défilé populaire de la Fête nationale. Nous avons pu y distribuer du matériel promotionnel et recruter des membres sympathisants. Nous avons constaté que les Québécoises et les Québécois n’ont pas perdu leur fierté et leur envie de combattre.

Le MMf compte actuellement plus de 600 membres. Depuis septembre, l’équipe du MMf s’est concentrée sur le renforcement du contact avec ces nouveaux membres pour développer notre structure de mobilisation et nos équipes de travail. Des rencontres ont eu lieu avec d’autres organismes de la société civile.

Une des conséquences les plus néfastes du silence médiatique réside dans le fait que les jeunes n’ont pas pu connaître le pourquoi et le comment de la loi 101. Ils ont surtout été confrontés à la désinformation, délibérée ou inconsciente, qui laisse croire que la langue française se porte bien et que l’aménagement linguistique québécois reflète un esprit d’intolérance. Ils ont été témoins de la propagation du bilinguisme institutionnel dans les services publics et le marché du travail, sans qu’aucun mouvement de protestation d’envergure ne se fasse entendre.

C’est pourquoi la prochaine étape pour le MMf consiste en une campagne de promotion



du français langue commune auprès de toutes les composantes de la société civile, et particulièrement chez les jeunes, notamment par une tournée des cégeps et des universités. Il faut ré-expliquer, comme le faisait sans relâche Camille Laurin, qu’une langue commune est un facteur de convergence et non d’exclusion. C’est le fondement de la cohésion sociale, de l’intégration des nouveaux arrivants et de l’égalité entre tous les citoyens au Québec. Il faut connaître et utiliser une même langue pour se comprendre et pour former une société unie et solidaire. C’est dans cet esprit pluraliste et inclusif que la Charte de la langue française a été adoptée.

Les Québécoises et les Québécois n’ont pas à se culpabiliser de vouloir vivre en français. Partout dans le monde existent des lois linguistiques. Dans la plupart des pays, elles reposent sur le principe de territorialité : sur un territoire donné, une seule langue est utilisée dans le secteur public. Ce principe est essentiel au respect de la diversité linguistique et culturelle dans la mondialisation.

Cette campagne de sensibilisation vise à ce que l’ensemble des citoyennes et des citoyens comprenne l’importance vitale de faire du français la langue publique commune et prenne soin de communiquer en français dans l’espace public, et ce, avec tout interlocuteur. C’est un geste d’ouverture et d’accueil.

Sur le plan des comportements individuels, il faut déplorer la propension de très nombreux Montréalais à utiliser l’anglais avec toute personne dont le français n’est pas la langue maternelle. Le MMf invite les citoyennes et les citoyens à contrer cette habitude qui, en plus de causer beaucoup de tort au français, est souvent perçue comme un message d’exclusion adressé aux non-francophones.

Il faut inciter l’ensemble de la population à dénoncer le bilinguisme institutionnel qui s’est répandu dans les services publics et sur le marché du travail. Il faut commencer avec les services publics du gouvernement du Québec et de l’administration de la Ville de Montréal et de ses arrondissements. Et pour ce faire, la plus grande ressource du MMf, ce sont les membres qui l’appuient et qui œuvrent de façon bénévole à promouvoir ses objectifs.

C’est le temps de bouger plus que jamais!



Rassemblement

Pour le français langue publique commune à Montréal

le dimanche 10 décembre 2006, à 14 h
6505, rue Saint-Hubert
à deux pas du métro Beaubien

**avec l’équipe des membres fondateurs
du Mouvement Montréal français :**

Yves Beauchemin, écrivain
Mario Beaulieu, porte-parole du MMf
Paul Carioli, travailleur social
Renée Collin, entrepreneure
Jean Dorion, président général, SSJBM
Pierre Dubuc, directeur de l’aut’journal
Maria Mourani, députée du Bloc Québécois d’Ahuntsic
Farid Salem, Solidarité Québec-Algérie (SOQUAL)
Patrick Sabourin, étudiant (M. Sc., McGill)
Lucie Tessier, étudiante, UQÀM
Paolo Zambito, gestionnaire

et d’autres invités très spéciaux

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES : 514-843-8851

Marche René-Lévesque

Le mardi 9 mai dernier, Jean-Marc Labrèche entreprenait une MARCHÉ à partir de la Maison Ludger-Duvernay, en direction de New-Carlisle, le villagenatal de René Lévesque. Cetterandonnée pédestre l’a amené entre autres à Saint-Denis-sur-Richelieu, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Lévis, Rivière-du-Loup, Matane, Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé, Percé et à la Baie-des-Chaleurs. Le 24 juin 2006, il est arrivé à destination et a hissé un drapeau du Québec sur le lieu de naissance de René Lévesque. Cette marche, avec à la main un bâton de pèlerin (décoré d’une fleur-de-lis), visait à rendre hommage à celui dont on a dit qu’il fait partie de la courte liste des libérateurs de peuples.

René Lévesque disait : « Il est des points [...] où le courage et l’audace tranquilles deviennent pour un peuple, aux moments clés de son existence, la seule forme de prudence convenable. S’il n’accepte pas alors le risque calculé des grandes étapes, il peut manquer sa carrière à tout jamais, exactement commel’homme qui a peur de la vie. » Ce message est plus que jamais d’actualité !



Hommage à René Lévesque

Le mercredi 1^{er} novembre dernier marquait le souvenir de la disparition de notre ex-premier ministre indépendandiste, très cher à nos mémoires et toujours très renommé, plusieurs années après son départ. C’était un dix-neuvième anniversaire.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a voulu souligner l’événement en déposant une couronne présentée par le président général Jean Dorion, devant le buste de notre héros national, à l’angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Urbain, au coin de l’édifice de l’Hydro-Québec. L’initiative de M. Victor Charbonneau, porte-étendard superbe, qui pour la cinquième fois tenait une vigile à ce même endroit, mérite une honorable mention.

Jean-Marc Labrèche,
de la Marche René-Lévesque



De gauche à droite : Henri Laberge, Osvaldo Nuñez, Maria-Teresa Perez-Hudon, non-identifié, Jean Dorion, président général de la Société, Jean-Marc Labrèche, Victor Charbonneau, Diane Gignac, Stéphane Beaulieu, président de la section René-Lévesque. Photo : Denis Niquette



Bernard Bigras
Député
Rosemont-Petite-Patrie

2105, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1M5

Téléphone : (514) 729-5342
Télécopieur : (514) 729-5875
Site internet : www.bernardbigras.qc.ca




Chambre des commerces
Gilles Duceppe
Député de Laurier-Sainte-Marie
Chef du Bloc Québécois

1717, boul. René-Lévesque Est, bureau 305
Montréal (Québec) H2L 4T3
Téléphone : (514) 522-1339
Télécopieur : (514) 522-9899
Courriel : ducegg1@parl.gc.ca


ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC



ELSIE LEFEBVRE

Députée de Laurier-Dorion
Porte-parole de l’opposition officielle
en matière d’immigration
et de communautés culturelles

POUR VOUS TIRER D’EMBARRAS...

François Gendron, Ph. D.
AVOCAT

507, PLACE D’ARMES
BUREAU 1701
MONTRÉAL (QUÉBEC)
CANADA H2Y 2W8

TÉL. : (514) 845-5545
FAX : (514) 845-7670

SOUPER DES PATRIOTES

Samedi, 9 décembre
À la salle des Chevaliers de Colomb
Saint-Eustache

- 15 h 30

Départ de la marche à partir de la salle des Chevaliers de Colomb au son du tambour
- 15 h 45

Arrêt au monument funéraire de Chénier au cimetière
- 16 h

Dépôts de fleurs au Monument Chénier devant l’église
- 16 h 30

Messe des Patriotes
- 18 h

Cocktail d’honneur servi à la salle des Chevaliers de Colomb
- 18 h 30

Souper (repas chaud). Frais d’entrée : 25 \$

Cette cérémonie est organisée par la section Jean-Olivier-Chénier de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Pour toute information ou réservation pour le souper (avant le 25 novembre) : Benoît Coulombe, président, 450-473-7033.

« L'ampleur de l'investissement évoque davantage la poursuite d'un rapport colonial que le respect d'une minorité historique. Les anglophones ne représentent en fait que 12,1 % de la population de la région métropolitaine. [...] si l'on veut absolument construire le MUHC, il devrait obtenir 12 % du budget total. Toute autre répartition du financement constitue une injustice qui pénalisera les francophones et encouragera l'anglicisation des allophones. », a affirmé Jean Dorion. « Je pense que l'ensemble de la population est prête à se lever pour dire : *Ça suffit de nous faire accuser de discrimination envers la minorité lorsqu'on réclame un traitement majoritaire pour la majorité*. On est tellement incrusté de notre complexe qu'il faut toujours donner 50 % à une population qui représente à peine 10 % ! », a ajouté de son côté M. Lazure.

Le gouvernement Charest ne s'est évidemment pas fait attendre pour répliquer : « Ça m'attriste beaucoup qu'on soit encore réduit, en 2006 au Québec, à dresser des frontières entre nos communautés. », de dire Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Cette réaction hautement prévisible contraignait **unseulchu.org** à répliquer par un appel au plus élémentaire bon sens : « Nous proposons au contraire d'abolir ces frontières et de concevoir un centre hospitalier qui reposera sur la collaboration et la cohabitation dans une même institution des deux facultés de médecine. Nous ne voulons pas du développement séparé. Pour nous, l'avenir est à la concertation et à la coopération. Pourquoi n'est-il pas possible de faire travailler ensemble, dans une même institution nationale, les facultés de médecine de McGill et de l'Université de Montréal? C'est une question simple à laquelle nous aimerions avoir une réponse franche. ».

La Coalition persiste et signe en soulignant, le 2 novembre dernier, que « le report de l'échéancier du CHUM et du MUHC confirme que la construction de deux méga-hôpitaux est une erreur [...] Ceux qui, comme le docteur Porter qui pilote le MUHC, ne veulent pas *affaiblir le système de santé québécois* ont le fardeau de la preuve. C'est à eux de nous démontrer l'impossibilité de faire travailler ensemble deux institutions qui sont financées par les mêmes contribuables. ».

Par ailleurs, plusieurs personnalités publiques dont M. Claude Béland, ancien président du Mouvement Desjardins et ancien président de la Société d'implantation du CHUM, se sont prononcées en faveur de la construction d'un seul méga centre hospitalier universitaire national au Québec. Le débat public est maintenant bien lancé. Reste maintenant aux autorités concernées à déterminer si elles investiront l'argent du peuple du Québec dans le béton ou dans de meilleurs services.

unseulchu.org



Bienvenue aux Clubs de conversation

Comme plusieurs le savent déjà, Jean-Marie Cossette, conseiller général, ancien président et Patriote de l'année 2000, a mis sur pied une activité de soutien direct à la francisation des nouveaux arrivants, le Club de conversation.

Le Club de conversation constitue une façon vivifiante d'établir des contacts entre membres de la Société et nouveaux arrivants et d'échanger sur l'histoire et la culture du Québec, dans notre langue commune.



Alain Gadbois et des participants au Club de conversation

Les rencontres du Club de conversation ont lieu régulièrement depuis plus de deux ans, les mercredis soirs, à la maison Ludger-Duvernay, notamment grâce à l'aide d'Olivier Meunier, un jeune militant de la SSJBM, et d'Alain Gadbois.

Jean-Marie Cossette ne cesse de le répéter : le Club de conversation constitue le genre d'activité par excellence à organiser dans chaque section : il souhaite donc que bientôt on ne parle plus *du* Club mais *des* Clubs. Sur le territoire de la section Henri-Bourassa, un premier Club de section a vu le jour chez Peerless, avec l'aide de Doris Provencher, Henri Laberge et Alain Gadbois. Les autres sections sont vivement encouragées à suivre cet exemple.

Des rencontres de motivation sont aussi organisées, réunissant des personnalités de marque, dont des immigrants qui se sont intégrés avec succès et viennent témoigner du Québec « Terre d'accueil et d'avenir ». Ces activités permettent aux participants d'améliorer leur français. Elles sont aussi une source considérable de motivation et d'encouragement dans leur nouvelle vie au Québec. La dernière a eu lieu le 4 novembre à la maison Ludger-Duvernay avec Monsieur Emilio Francescucci, médaillé Desjardins de poésie et formateur pour les classes d'accueil aux immigrants. Il y a eu un brin de musique avec Léo Longpré, accordéoniste et chansonnier; ainsi que Carmen Guérard, accordéoniste, de la *Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ)*.

Bienvenue donc à tous les membres désireux de participer aux Clubs de conversation : vous pouvez apporter beaucoup à nos amis immigrants à un moment où ils ont besoin de vous ; mais vous constaterez qu'eux aussi vous donneront beaucoup !

Renseignements :

Monique Paquette
au 514-843-8851
ou Jean-Marie Cossette,
Fondation Nos Racines,
au 450-474-2466 ;
courriel :
jmcossette@fondationnosracines.com



Carmen Guérard, accordéoniste



Emilio Francescucci, médaillé Desjardins de poésie



Léo Longpré et Jean-Marie Cossette



Olivier Meunier
et Henri Xiu

La Société écrit à la Bibliothèque nationale de France

Stupéfait de voir un calendrier quadrilingue de la Bibliothèque nationale de France présenter la Journée nationale des Patriotes comme le *Victoria Day* (Canada) et la Fête nationale comme le *St-Jean-Baptiste Day* (Québec, Canada), le président général Jean Dorion a écrit au président de cette institution, M. Jean-Noël Jeanneney, avec copie aux consuls généraux de France à Montréal et à Québec.

La réponse du Président de la BNF (et ex-secrétaire d'État au Commerce extérieur et à la Communication dans le Gouvernement français) démontre que les représentations de cet ordre ne laissent quand même pas les responsables français indifférents.

Merci au militant Claude Racine qui avait signalé à la Société cette incroyable anomalie.

Les Jeudis de la langue

Les *Jeudis de la langue* se poursuivent à toutes les deux semaines à la maison Ludger-Duvernay. Organisés par le MMf et la SSJB, ils sont devenus un lieu de rassemblement et de ressourcement pour les militantes et les militants de la promotion du français comme langue commune et officielle à Montréal.

Depuis septembre des conférences y ont été données par **Louise Beaudouin** sur *La diversité culturelle et linguistique dans le cadre de la mondialisation*, par **Ferhat Mehenni**, fondateur du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), sur *La lutte pour la langue et l'identité berbère en Algérie*, par **René Roy**, Secrétaire général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et membre de l'Office québécois de la langue française (OQLF), sur *Le français, langue de travail*. Récemment, le réalisateur **Jérôme Labrecque** y présentait son documentaire *Montréal, première ville francophone d'Amérique ou première ville anglophone du Québec?*

Aurélien Boisvert Prix Percy-W. Foy

Le 18 septembre 2006, la Société historique de Montréal remettait le prix Percy-W. Foy à Aurélien Boisvert, notaire honoraire, pour son dernier volume intitulé *Dollard, ses compagnons et ses alliés selon les textes du 17^e siècle*.

Le Prix Percy-W. Foy récompense les meilleurs travaux de recherche sur l'Histoire, la généalogie et le patrimoine.

Monsieur Boisvert a été durant plusieurs années président de la section Pierre-Le-Gardeur et membre du Conseil général durant un mandat de deux ans.

Nous félicitons le lauréat pour cet honneur, qui rejailit sur notre Société.



SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL

Maison Ludger-Duvernay

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H2X 1X3
☎ (514) 843-8851 Télécopieur : (514) 844-6369

BUREAU DE LA PRÉSIDENTE GÉNÉRALE

Le 14 juin 2006

Monsieur Jean-Noël Jeanneney
Président
Bibliothèque nationale de France
Site François-Mitterrand
Quai François-Mauriac
75706 Paris Cedex 13
FRANCE

Monsieur le Président,

Avec surprise nous avons pris connaissance de la façon dont sont présentés certains jours fériés au Québec dans le calendrier 2006 édité par la Bibliothèque nationale de France, sous le thème « *La vie au Moyen-Âge* ». Le 24 juin est en effet présenté comme le *St-Jean-Baptiste Day* (Québec, Canada) et le 22 mai comme le *Victoria Day* (Canada).

D'une part, nous ne comprenons pas pourquoi la Fête nationale du Québec est présentée comme le *St-Jean-Baptiste Day*, en anglais par dessus le marché. À notre avis l'appellation *Fête nationale (Québec)* s'imposerait. Vous trouverez ci-joint le texte de l'arrêté en Conseil du gouvernement du Québec instituant le 24 juin Fête nationale. Par ailleurs, les Chrétiens honorent saint Jean-Baptiste ce jour-là, mais cela est une toute autre affaire.

Dans le cas du 22 mai, depuis 2002, cette journée n'est plus la fête de la Reine Victoria au Québec et il faudrait donc ajouter la désignation *Journée nationale des Patriotes (Québec)*. Vous trouverez ci-joint le texte du décret faisant état de cette décision.

Il est attristant de constater que les efforts des Québécois et de leur gouvernement pour maintenir une culture différente du reste du continent nord-américain aient retenu si peu l'attention d'une institution française aussi importante que la Bibliothèque nationale de France. Nous espérons que la prochaine édition de votre calendrier tiendra compte davantage de la réalité culturelle et juridique du Québec.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le président général,

Jean Dorion

JD/sb

c.c. Monsieur Gérard Serre, Consul général de France à Montréal
c.c. Monsieur François Alabrune, Consul général de France à Québec

« L'indépendance n'est pas une récompense, elle est un effort. »

— Pierre Bourgault

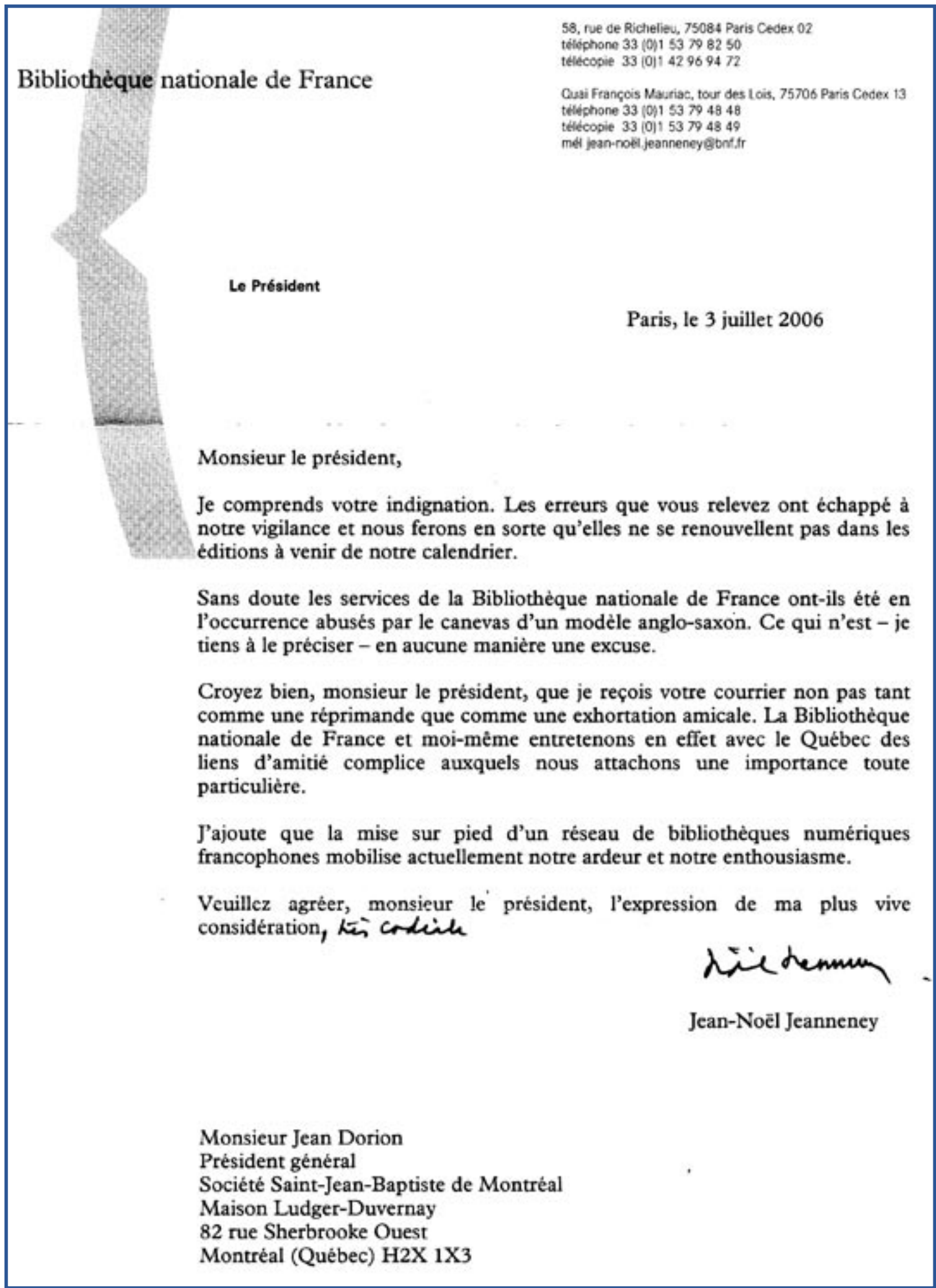
Un Comité jeunesse actif comme jamais !

Le Conseil jeunesse a tenu parole. Il avait promis d'être actif, il l'a été comme jamais. Depuis l'élection de François Gendron et de toute l'équipe jeunesse le 1^{er} avril dernier, le Conseil jeunesse s'est réuni à plusieurs reprises afin de réaliser un plan d'action concret. Depuis, toutes les activités prévues ont été réalisées et elles ont toutes été des succès.

D'entrée de jeu, le Conseil jeunesse a créé un solide partenariat avec d'autres organisations de jeunes souverainistes, particulièrement dans l'Île de Montréal, afin de renforcer ses positions. Les deux partenaires jusqu'ici privilégiés ont été le Comité souverainiste de l'UQÀM et les Jeunes Patriotes du Québec puisqu'ils disposent de ressources et d'effectifs jeunes qui cadrent parfaitement avec la nature du Conseil jeunesse.

D'autres partenariats sont évidemment à conclure, puisque la jeunesse du mouvement souverainiste ne se limite pas aux deux organismes précités. Du moins, s'agit-il d'un solide commencement.

L'objet de ces partenariats consiste à partager les nombreuses ressources des diverses organisations afin que chacune d'entre elles soit plus efficace. En guise d'exemple, le Comité souverainiste de l'UQÀM a pu tenir son assemblée générale à la maison Ludger-Duvernay, véritable monument souverainiste qui est bien plus inspirant pour les jeunes uqamiens que les pâles murs de leur Université. Par la suite, les jeunes de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal sont parvenus à recruter plus d'une quinzaine de nouveaux membres lors du spectacle à l'UQÀM, le 11 octobre dernier, de



Les timbres de la Société



Louis Riel, 1844-1885
père fondateur
du Manitoba
Timbre publié en 1946,
en deux versions :
rouge et bleue.

En 1869, le gouvernement canadien se propose d'annexer les Territoires du Nord-Ouest, propriété de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et entreprend d'y installer des colons anglophones en provenance de l'Ontario, sans égard pour les droits fonciers des dix mille Métis, en majorité francophones et catholiques, qui y vivent. Menés par Louis Riel, ces derniers se soulèvent et mettent sur pied un gouvernement provisoire du Manitoba. L'exécution d'un prisonnier agressif, lors de l'occupation du fort Gary, leur vaut la haine des extrémistes ontariens, très influents auprès du gouvernement de Macdonald.

Les chefs de l'insurrection, malgré une promesse d'amnistie, voient leurs têtes mises à prix.

Louis Riel n'a d'autre choix que de s'exiler aux États-unis. Pendant ce temps, le gouvernement fédéral reconnaît le gouvernement provisoire du Manitoba et l'enrôle dans la confédération.

Le chemin de fer, l'obsession de Macdonald, poursuit sa route et menace les terres des Métis exilés encore plus à l'Ouest. En 1884, ceux-ci rappellent Louis Riel et le convainquent de défendre leurs droits.

Malgré le désaveu du clergé, Louis Riel appelle au soulèvement mais le gouvernement d'Ottawa aura vite fait de mater la rébellion à Batoche. Fait prisonnier, Louis Riel sera jugé dans un climat passionnel et condamné à être pendu par le pouvoir anglais. Les protestations et les manifestations de 50 000 personnes au Québec n'y feront rien.

Macdonald déclarera : « Même si tous les chiens du Québec aboient, Riel sera pendu .. »

(On peut se procurer timbres de la Société et albums à la réception, tél : 514 843-8851)

Mononc' Serge, un chansonnier connu pour ses textes à saveur nationaliste et humoristique. La SSJBM a profité à cette occasion d'une visibilité exceptionnelle, plutôt rare dans une institution scolaire. Mais l'une des plus belles réalisations du Conseil jeunesse à ce jour est la concrétisation des Jeudis de la souveraineté. En effet, ces derniers sont organisés en alternance avec les Jeudis de la langue, dans la plus parfaite collaboration imaginable entre les différents intervenants. Jusqu'à présent, nous sommes fiers d'avoir présenté les exposés suivants :

- *Les vraies raisons de faire la souveraineté* (Jean Dorion)
- *Les médias et la souveraineté* (Patrick Bourgeois, directeur, journal Le Québécois)
- *Réaliser le Pays* (Biz, chanteur du groupe Loco Locass)

Tous sont invités lors de ces conférences, jeunes comme moins jeunes, puisque le combat du pays transcende l'âge des gens. L'ambiance festive de ces soirées favorise le recrutement de nouveaux membres, enrichissant ainsi toute la Société.

Il reste 4 conférences prévues d'ici les Fêtes. Entre autres,

au moment où vous lirez ces lignes, Robert Laplante, directeur de la revue L'Action nationale, nous aura présenté l'actualité politique québécoise (9 novembre 2006). Par la suite Bruno Roy, président de l'Union des écrivains du Québec, nous exposera le lien qu'il imagine entre *pays* et *écrit* (16 novembre 2006).

En somme, les jeunes à la SSJB-M n'ont jamais été aussi actifs. Avant de pouvoir transmettre le goût du pays à nos concitoyens, il nous faut d'abord réussir à intéresser des militants avisés, informés et motivés.

Nous devons construire cette organisation qui nous permettra de faire le pays. La jeunesse doit finir par s'organiser elle-même. La jeunesse demeure, dans toute la société du monde, l'avenir. C'est précisément dans cet esprit que nous pourrions mettre sur pied une véritable alliance intergénérationnelle pour l'indépendance. Ainsi, la relève du combat sera assurée ; après, viendront la réussite, la victoire!

Sasha-A. Gauthier

Vice-président interne
Conseil jeunesse,
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Le grand compositeur Clermont Pépin

décédé le 2 septembre 2006,
à Montréal



Clermont Pépin, né en 1926, a fait ses études musicales à Montréal, Philadelphie, Toronto et Paris. Il a été lauréat de plusieurs prix dont trois bourses d'études de la CAPAC (SOCAN), le Prix d'Europe 1949 et le prix de composition de Radio-Luxembourg en 1955.

Après des études de piano sous la férule de Yves Nat et Lazare Lévy et de composition sous l'égide d'Arthur Honegger et André Jolivet, il suit les cours d'analyse d'Olivier Messiaen aux côtés de Pierre Boulez, Karlheinz Stockhausen, Serge Garant et Sylvio Lacharité. Devenu professeur de composition, il formera Micheline Coulombe Saint-Marcoux, François Dompierre, André Gagnon, Jacques Héту et André Prévost.

En 1965, il fonde le Centre d'études prospectives du Québec avec des artistes et des scientifiques. En 1970, le Centre publie *Le bruit, quatrième pollution du monde moderne* dont il écrit un chapitre. Directeur du Conservatoire de musique du Québec à Montréal de 1967 à 1973, président national des Jeunesses musicales du Canada de 1967 à 1972, président de l'Association des compositeurs, auteurs et éditeurs de musique du Canada de 1981 à 1983, il enseigne au Conservatoire de musique du Québec à Montréal jusqu'en septembre 1987.

Clermont Pépin a écrit plus de 80 œuvres pour diverses formations et plusieurs ouvrages spécialisés ont consacré des articles à son travail. Ses pièces ont été présentées au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Amérique du Sud et au Japon.

La SSJB de Montréal lui décerne le prix de musique Calixa-Lavallée en 1970, de même que la médaille *Bene Merenti de Patria* pour service exceptionnel rendu à la patrie. En 1980, Radio-Canada International publie une anthologie sonore de la musique canadienne et consacre quatre microsillons à la rétrospective de ses œuvres. Il est fait officier de l'Ordre national du Québec en 1990.

Ils nous ont quittés

M. Gaston Céré est décédé le 29 octobre 2006. M. Céré était membre à vie de la Société, section Doris-Lussier. La belle voix de ce militant et les hymnes qu'il entonnait lors des grands rassemblements militants nous manqueront. Il laisse dans le deuil son épouse Blanche Comtois Céré, également membre de la Société.

...

M. Jean-Guy Gosselin, membre de la section Nicolas-Viel, est décédé le 19 octobre 2006. M. Gosselin était le conjoint de Mme Louise Crépel, bénévole dévouée et militante de longue date de la Société et du mouvement indépendantiste. Mme Crépel est trésorière de la section Nicolas-Viel. Outre Mme Crépel, M. Gosselin laisse également dans le deuil son jeune garçon Félix.

...

Mme Jeannine Goulet Savaria, membre à vie de la Société, section Jacques-Viger, est décédée le 4 novembre 2006.

Nous offrons toute notre sympathie aux parents et amis éprouvés par ces décès.

**La section
Chevalier-de-Lorimier
de la Société
Saint-Jean-Baptiste
de Montréal**

**a le plaisir
de vous inviter à
une causerie de
Monsieur
Léo Donald Lachaine
sur**

**L'HISTORIQUE
DE LA FRONTIÈRE
QUÉBEC-ONTARIO**

**le mardi 9 janvier 2007
à 17 h 15**

**à la maison
Ludger-Duvernay
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal**

**Renseignements :
514-843-8851**

Commémoration de la Bataille de Saint-Denis

Dimanche 26 novembre 2006

	9h30 Messe du Souvenir présidée par M. André Beauchamp. Église de Saint-Denis-sur-Richelieu; 10h à 17h Visites commentées de l'exposition. Frais exigés; Maison nationale des Patriotes, 610, chemin des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu, Prendre la sortie 113 de l'autoroute 20;
	11h Hommage aux Patriotes de 1837-1838 au parc des Patriotes. Discours, allocution du patriote de l'année Bernard Landry, dépôt de fleurs et animation;
	13h Dîner des Patriotes organisé par le Rassemblement pour un pays souverain (RPS) au Centre Léo-Cloutier à Saint-Ours. Conférencier : Pierre Curzi. Réservations requises auprès de Suzanne Lambert au (514) 722-2441. Coût : 25 \$ par personne;
	14h Conférence sur la musique au Québec en 1830 par Jean Deschênes, directeur artistique de la Société de musique viennoise du Québec. Salle du conseil municipal au 275, rue Nelson.
	le samedi 25 novembre 2006, 13h30 à 15h Conférence sur l'Acte d'Union par François Sauvé, guide-historien. Entrée libre;

Exhumation de l'abbé Étienne Chartier

Inhumés le 6 juillet 1853,
les restes mortels de
l'aumônier des Patriotes
Étienne Chartier (1798-1853)
sont maintenant exhumés...



Farouchement nationaliste, l'abbé Étienne Chartier disait que « tout bon citoyen doit se réjouir de voir se multiplier les moyens de répandre l'éducation » parce qu'« il est aisé à chacun, et même à ceux que les circonstances ont privé de l'éducation, d'en apprécier les avantages ». L'important écart entre le niveau d'éducation des Canadiens français et celui des Canadiens anglais d'alors était directement proportionnel au pouvoir politique exercé par chacune de ces deux nations.

Formé en droit, Étienne Chartier devient prêtre en 1828. Animé d'une fougue et d'un verbe sans égal à l'époque, l'abbé Chartier sera, au bout du compte, le seul prêtre à prendre ouvertement parti pour les Patriotes, nous rappelle l'historien Gilles Laporte. Il le fera avec un zèle sans faille, au point de compromettre toute sa carrière ecclésiastique. Chartier était déjà turbulent quand, en 1835, il est nommé curé de l'une des paroisses les plus agitées du Bas-Canada, celle de Saint-Benoît, dans Deux-Montagnes. Là, au milieu des Girouard, Dumouchel et Masson, il échafaude des projets révolutionnaires.

Il entreprend même, chaque dimanche, de faire l'apologie de chacune des 92 Résolutions patriotes et de célébrer Papineau comme « le sauveur du pays ». Dès le départ, le curé Chartier a fait un choix : il sera de ceux qui se battront. À la veille de la bataille de Saint-Eustache, devant 800 personnes, il prétend que sa soutane l'habilite à agir comme juge à un tribunal militaire patriote. Poursuivi par son Église pour crime canonique et par l'armée pour crime tout court, Chartier se réfugie aux États-Unis, où il se joint aux plus radicaux. Il ira même jusqu'à mener une « enquête » sur Louis-Joseph Papineau lui-même, que certains soupçonnaient alors d'accointances avec l'ennemi britannique. En 1938 d'ailleurs, il a rédigé, à titre de porte-parole des exilés patriotes, une lettre de récriminations adressée à Papineau. Cette lettre n'a cependant jamais été remise à Papineau pour être finalement publiée dans le Journal de Québec du mardi 10 janvier 1949. L'on peut y lire, par exemple :

« On vous reproche d'avoir amené directement le

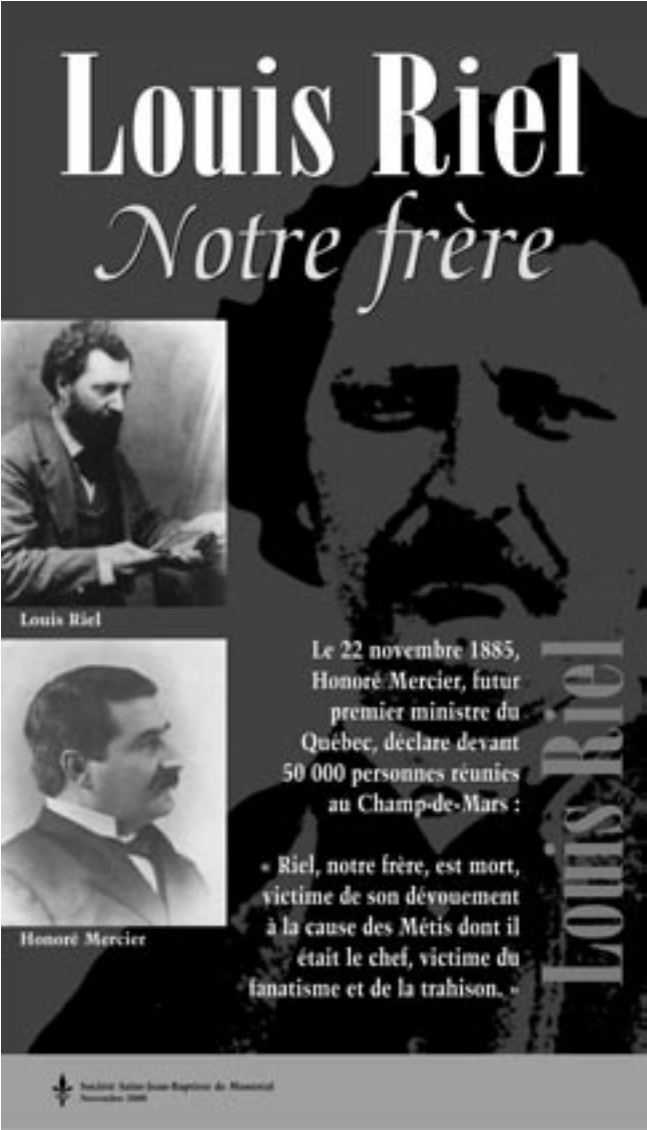
Dans les sections récemment...

Sections	Activités
Jacques-Viger	Table ronde — Denis Monière Le tout dernier livre de Denis Monière a été lancé le mardi 26 septembre 2006 à la maison Ludger-Duvernay. L'auteur était présent et on a pu jouir de la participation de Guy Bouthillier, professeur émérite de science politique à l'Université de Montréal, André Gaulin, professeur émérite de lettres québécoises à l'Université Laval, et Robert Laplante, directeur de L'Action nationale. <i>25 ans de Souveraineté, Histoire de la République du Québec, Essai de politique fiction</i> , 2006. Denis Monière, professeur titulaire de science politique de l'Université de Montréal, Les Éditions du Québécois, Québec
Pierre-Le-Gardeur	Journée Henriette-Cadieux La Journée Henriette-Cadieux a eu lieu le dimanche 5 novembre dernier à l'Assomption. L'événement comprenait un déjeuner-conférence sur le thème « Donnons la parole aux femmes », un rassemblement et une marche entre la maison d'Henriette Cadieux et le monument funéraire à la mémoire de l'héroïne, veuve de François-Marie-Thomas Chevalier de Lorimier. Concours d'histoire Le mardi 9 mai 2006 a eu lieu, devant près de 200 personnes réunies au centre communautaire de Charlemagne, la remise des prix du concours d'histoire de la section Pierre-Le-Gardeur lors d'une soirée oratoire. Les présentations des jeunes ont porté sur le référendum de 1995. Journée des Patriotes Un rassemblement regroupant une trentaine de personnes a eu lieu rue Notre-Dame à l'occasion de la Journée des Patriotes à Repentigny. Étaient du nombre MM. Jean-Claude St-André, député de l'Assomption à l'Assemblée nationale, et Jean-Marie Cossette, ancien président de la SSJB.
Doris-Lussier	Document historique Le Conseil de la section Dorris-Lussier a entrepris de produire un document sur l'histoire de la Section Doris-Lussier de la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal, mandat donné à la vice-présidente de la section Thérèse-Eva Boyer, historienne, B.A. (histoire), C.S.E. Le document expliquera entre autres les raisons du choix du nom de la section.
Louis-Riel	Hommage à Louis-Riel Le 16 novembre 2006, jour anniversaire de l'exécution de Louis Riel (1885), a été marqué par une série d'activités à la mémoire de Louis Riel. Une messe a eu lieu dans la paroisse St-Fabien, à deux pas de la Place Louis-Riel, une conférence de Mme Ismène Toussaint à l'école secondaire Louis-Riel et une vigile de 16 h à 17 h, à l'angle des rues Langelier et Louis-Riel. Ces activités visaient à faire comprendre pourquoi une place, une rue et une école portent le nom de chef historique de la Grande nation métis francophone.
Chomedey-de-Maisonneuve	Hommage à Maisonneuve Le samedi 9 septembre 2006 a eu lieu une cérémonie en hommage au Sieur Paul de Chomedey de Maisonneuve, devant le monument érigé à sa mémoire, Place d'Armes, dans le Vieux-Montréal. Cette activité voulait souligner le 330 ^e anniversaire du décès du fondateur de Montréal. Une messe a été célébrée en son honneur à l'église Notre-Dame.

Gouvernement à commencer l'attaque [...] »
À propos de Saint-Charles :
« Hélas, que n'avez-vous été là! »
À propos de son exil au États-Unis :
« Si au moins, après avoir mis votre personne en sûreté aux États-Unis, vous vous étiez montré publiquement [...] »

Et la liste est longue. L'abbé Chartier meurt d'hydropisie à l'Hôpital Général de Québec, à 55 ans, après avoir déclaré sa soumission à l'Église.

Le 26 septembre dernier, l'Archidiocèse de Québec, sur recommandation du Curé et du Conseil de fabrique de la paroisse Saint-Gilles de Lotbinière, a accordé à M. Léo Chartier — membre de la SSJB de Montréal et descendant indirect de l'abbé Étienne Chartier — la permission d'exhumer les restes du défunt, qui reposaient jusque là dans le sous-sol de l'église. L'accès à ce dernier étant devenu plus difficile, voire impossible, M. Léo Chartier croit qu'une nouvelle inhumation, dans le cimetière adjacent, facilitera les hommages publics qui sont dûs à l'abbé patriote. L'exhumation a donc eu lieu, avec succès, le 14 octobre 2006. L'inhumation, au cimetière de Saint-Gilles, aura lieu lors de la Journée nationale des Patriotes en 2007. M. Léo Chartier envisage l'érection d'un monument avec l'aide de la Société nationale de Chaudière-Appalaches.





Voici une autre façon de contribuer à l'action de la SSJBM. Rien de plus simple. Votre abonnement :

- vous permet de participer, pendant 6 mois, à tous les tirages de la Lotomatique et de participer ainsi au financement de la SSJBM;
- vous donne l'occasion, par le biais de l'option de groupe, de faire connaître la SSJBM à vos amis, parents et collègues.
- Je désire m'abonner à un groupe formé par la SSJBM et j'envoie un chèque au montant de 26 \$, à l'ordre de la SSJBM, à l'adresse suivante :

82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H2X 1X3
- Je désire être responsable d'un groupe de 10 personnes et recevoir le formulaire. Je le remplirai dûment et le retournerai avec un chèque au montant de 260 \$, à l'ordre de la SSJBM.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS
(514) 843-8851**



Journalssjb

Journal trimestriel édité par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H2X 1X3
(514) 843-8851, téléc. : (514) 844-6369

Directeur Mario Beaulieu Ont collaboré à ce numéro : Jean Dorion Jean-Marie Cossette Sacha Gauthier	Rédactrice en chef Élaine Des Lauriers Communications SSJB Willie Gagnon
--	---

Photographies : Daniel de Brouwer Martine Villeneuve	Mise en page : Pierre Dagesse
---	---

Dépôt légal : 2^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec

Reproduction autorisée avec mention de la source



Joignez-vous au

Mouvement Montréal français

J'appuie le MMf et ses objectifs!

- Défendre et promouvoir la différence culturelle et linguistique du Québec dans le contexte anglicisant de la mondialisation.
- Assumer notre responsabilité civique cruciale dans l'accueil et la francisation des nouveaux arrivants.
- Favoriser l'usage du français comme langue commune dans les services publics et contrer le bilinguisme institutionnel.
- Ouvrir le débat sur la véritable situation du français dans la région métropolitaine de Montréal et son impact sur l'ensemble du Québec.

Formulaire d'adhésion au Mouvement accessible à :

<http://montrealfrancais.info/>

82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal Qc.
H2X 1X1
(514) 839-4140

Un don ou un legs testamentaire à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal nous aidera à poursuivre encore mieux notre combat! Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à madame Sonia Bouchard au 514-843-8851

BLOC QUÉBÉCOIS

Maka Kotto
Député de Saint-Lambert
1080, rue Sainte-Hélène
Longueuil (Québec)
J4K 3R9
450-646-2423

Carole Lavallée
Députée de Saint-Bruno—Saint-Hubert
5440, chemin de Chambly, bur. 110
Saint-Hubert (Québec) J3Y 3P1
450-926-5979

Yves Lessard
Député de Chambly—Borduas
1, rue Robert
Saint-Basile-le-Grand (Québec) J3N 1L7
450-441-7802
1-877-741-7802

Caroline St-Hilaire
Députée de Longueuil—Pierre-Boucher
192, rue Saint-Jean, bur. 200
Longueuil (Québec) J4H 2X5
450-928-4288

Luc Malo
Député de Verchères—Les patriotes
1085, boul. Lionel-Boulet
Bureau A
Varennes (Québec) J3X 1P7
450-652-4444

Marcel Lussier
Député de Brossard—La Prairie
7900, boul. Taschereau
Édifice E, bureau 110
Brossard (Québec) J4X 1C2
450 466-6872

Députées et députés à la Chambre des communes

Assemblée Nationale QUÉBEC

Louise Harel
Députée de Hochelaga-Maisonneuve

Hôtel du Parlement
Bureau 2.94
Québec (Québec)
G1A 1A4
Téléphone : (418) 843-2743
Télécopieur : (418) 843-2957

2065, avenue Jeanne-d'Arc
Bureau 102
Montréal (Québec)
H1W 3V3
Téléphone : (514) 873-9309
Télécopieur : (514) 873-5415

Courriel : lharel@assnat.qc.ca

Pour vos réunions, assemblées et réceptions, de 10 comme de 200 personnes, la Maison Ludger-Duvernay offre trois somptueux salons, à des prix très abordables.

Laissez-vous charmer par le cachet historique de cet édifice victorien, construit en 1874.
Pour plus de renseignements : 514-843-8851
ou consultez le nouveau site de la SSJBM au www.ssjb.com.
Ou encore, contactez-nous par courriel au ig@ssjb.com

OUI, je suis indépendantiste et j'encourage la Société !

☐ Membre ordinaire	10 \$	Nom _____	Prénom _____
☐ Membre étudiant	5 \$	Adresse _____	
☐ Membre adhérent (Service d'entraide)	2 \$	_____	
☐ Membre à vie	200 \$	Téléphone _____	Date de naissance _____
☐ Membre à vie (60 ans et plus)	75 \$	Courriel _____	Profession _____
☐ Don à votre discrétion	\$ _____	Signature _____	
TOTAL	\$ _____		

Retourner avec votre paiement à :
SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec H2X 1X3